

**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

**Portant réglementation temporaire  
de la circulation Rue des Papinauds**

JYR/AP/JFL  
AMT-2024-078

Le Maire de Surgères,  
Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,  
Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales articles L2212-2 et L2213-1,  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R411-25 et R110-1 et suivants, le R417-1 et suivants,  
Vu l'arrêté Municipal du 26 mai 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves ROUSSEAU, Adjoint au Maire de la Ville de Surgères, chargé des voies et réseaux,  
Vu la demande reçue de l'entreprise ATLANROUTE en date du 21 mai 2024,  
Considérant que pour permettre les réfections de voirie d'un chantier INEO AQUITAINE, assurer la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRÊTE**

**Article un : Rue des Papinauds**

**La circulation sera interdite à tous les véhicules sauf riverains.**

**Le stationnement sera interdit au droit du chantier.**

**Une déviation sera mise en place par la rue Olivier Brillouet et la rue Robert Plantiveau.**

**L'accès aux riverains sera maintenu le temps des travaux.**

**Article deux :**

Ces dispositions s'appliqueront **du 07 juin au 11 juin inclus.**

**Article trois :**

La signalisation adéquate sera mise en place et enlevée par l'entreprise ATLANROUTE.

**Article quatre :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à,

- ATLANROUTE,
- Gendarmerie de Surgères,
- Centre de Secours de Surgères,
- Cyclad,
- Kéolis,
- Le Service de la Police municipale,
- Le Service du Centre Technique Municipal,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Surgères, assisté des services concernés, pour exécution.

Fait à Surgères, le 25 mai 2024  
L'Adjoint au Maire,

Jean-Yves ROUSSEAU.



*Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication*